



Section de Vénissieux

Date : 9/11/2018

Amendement Retenu Rejeté

4 abstentions, 53 pour

FICHE D'AMENDEMENT

ATTENTION, UN SEUL AMENDEMENT PAR FICHE

SITUATION DANS LE TEXTE

Numéro de partie (préambule ou partie de 1 à 6) : 4

Page 15 et 16: une autre construction européenne

RÉDACTION DE L'AMENDEMENT

Sous-chapitre. 4.3 – Une autre construction européenne

Pages 15, Les lignes 54 et 55 sont supprimées

Page 16 Lignes 1 à 48 : le texte est réécrit ainsi : en gras les parties modifiées et rajoutées

Mais comment construire une rupture politique en France dans le cadre de traités établis pour la mondialisation capitaliste ? Comment construire une rupture politique dans une Europe écartelée entre les fédéralistes de la mondialisation atlantiste et les populistes des replis nationalistes ?

Un choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union Européenne avec des propositions alternatives ; il s'est agi de se situer sur le terrain européen et de se saisir de l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction européenne.

De fait, la position du PCF a profondément évolué durant les années 90 et depuis. Mais ces choix ont été faits sans un débat suffisamment large, et la bataille tenace qu'ils appelaient n'a pas été véritablement menée.

Pourtant, l'actualité en fait chaque jour la démonstration, la responsabilité des pays européens est devenue considérable pour une véritable coopération mondiale de codéveloppement avec les pays pauvres, les émergents et pour la paix.

Les fiches sont à retourner à : pcf@venissieux.org

C'est justement pourquoi nous refusons de céder aux sirènes du fédéralisme. Nous combattons la fuite en avant dans l'intégration renforcée sous la houlette du duo Merkel-Macron. Nous refusons une Europe forteresse. Une autre construction européenne est nécessaire, face à l'agressivité de l'impérial-libéralisme des États-Unis, pour relever des défis colossaux : le chômage, la concurrence exacerbée, la dictature du dollar et de la finance mondiale, le réchauffement climatique, le recul de la biodiversité, les migrations de survie massives, les fractures sociales et territoriales, la paix... C'est indispensable pour contrecarrer les pertes de souveraineté effectives engendrées par la mondialisation capitaliste, promouvoir les nations de façon ouverte dans l'égalité et le respect de leur diversité.

Un important travail d'analyse pour reconstruire la cohérence de notre position internationaliste en Europe est donc nécessaire ; sur la nature de la construction européenne ; sur les conditions nécessaires pour transformer ses institutions ou reconstruire de nouveaux cadres de coopérations ; sur les conditions pour chaque nation permettant de respecter sa souveraineté populaire ; sur la possibilité ou non de désobéir aux traités sans sortir de l'Union européenne, sur l'enjeu de coopérations internationales sortant des accords mondiaux des institutions européennes existantes.

Ce travail théorique et politique nécessaire ne peut être traité dans un seul congrès. Mais nous devons affirmer avec force nos objectifs politiques, notamment dans le cadre des prochaines élections européennes, et demander comme notre candidat Ian Brossat de rompre avec les traités européens, interdire les délocalisations, mettre un terme à la concurrence entre les travailleurs !

C'est dans le mouvement social, en portant la colère du monde du travail, la critique des stratégies des multinationales, les nôtres et celles des autres pays, la critique des directives européennes que nous pourrions construire de grandes batailles populaires permettant à la fois de porter la colère et de remporter des victoires.

Nous ne plongerons pas dans le piège qui nous est tendu. Nous ne céderons pas à la tentation de replis dans le combat d'idées, repli sur un combat politique 'nationalisé' sous-entendant qu'il suffirait de régler les choses 'entre nous' avec 'notre' patronat français, ou repli autour d'une perspective européenne fantasmée, les deux occultent d'un revers de main tout projet émancipateur et son adversaire : la domination du capital.

Battons-nous, en France, en Europe, avec les forces progressistes, avec les partis communistes :

- ▶ **Pour porter la perspective d'un développement des services publics à la hauteur des défis de notre siècle dans tous les pays d'Europe. Ce qui suppose de mobiliser la monnaie au service de l'emploi, des services et biens publics et de la protection sociale, et donc pour un autre rôle de la BCE ;**
- ▶ **Pour un Fonds européen, comme les budgets nationaux, renforcé par une lutte sérieuse contre l'évasion fiscale et une taxe sur les transactions financières conséquente.**
- ▶ **Pour relever le défi du réchauffement climatique par une « Politique de l'Énergie Commune » respectant des situations nationales diverses, qui soit puissamment contributrice à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre permettant l'accès à l'énergie pour tous et de lutter contre la pauvreté énergétique.**
- ▶ **Pour affirmer les droits des salariés contre la concurrence destructrice, pour le droit du travail qui doit être protecteur, les salaires qui doivent être tirés vers le haut et encadrés par un salaire minimum calculé dans chaque pays de l'UE.**
- ▶ **Pour une transformation de la PAC en Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC), pour la souveraineté alimentaire et la transition écologique de l'agriculture avec des mesures structurelles (garantie des prix d'achat et de revenus pour les actifs agricoles, une stratégie assumée de montée en gamme, le développement de nos productions sous signes officiels de qualité et d'origine)===**
- ▶ **Pour d'autres traités permettant des coopérations solidaires entre nations égales et peuples souverains, contre la militarisation du bloc européen accélérant la course folle vers des conflits majeurs.**

Nous voulons changer l'Europe pour une autre mondialisation